

Ces tentatives de "dialogue" s'étant soldées par un échec, la guerre s'est aggravée, et l'armée a alors adopté la politique de "la terre brûlée", multipliant les bombardements grâce aux hélicoptères de combat fournis par les États-Unis (le nombre d'hélicoptères militaires salvadoriens est passé d'une quinzaine, en 1983, à une cinquantaine à la fin de 1984). Les avions américains ont effectué à partir de leurs nouvelles bases au Honduras des opérations de reconnaissance et d'espionnage pour le compte de l'Armée salvadorienne. Le nombre de guérilleros s'est stabilisé entre 9 000 et 11 000 et, pour contrer la nouvelle mobilité de l'armée et l'effet des bombardements, ils ont changé leurs tactiques et se sont répartis en unités plus petites.

Selon l'*Americas Watch Committee*, les assassinats sont moins nombreux, mais les droits de la personne continuent d'être bafoués tant et plus. Les enquêtes sur les abus commis par les militaires et la police stagnent toujours, et l'on n'a encore rien fait pour éliminer les escadrons de la mort et traduire les criminels en justice. De nouvelles vagues d'assassinats se sont produites, et l'une des victimes, en janvier 1985, était le chef de la commission gouvernementale d'enquête sur la corruption. Aux quelque 50 000 morts attribuables principalement à la brutalité des escadrons susmentionnés et à la répression militaire, il faut ajouter les 20 à 25 pour cent de Salvadoriens qui, à la mi-1985, vivaient comme des réfugiés à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Le nombre de ces derniers s'est accru à mesure que la guerre a gagné en intensité.

Au cours des cinq dernières années, le Honduras a également subi un processus de militarisation sans précédent. Le pays est devenu le théâtre des plus importants déploiements militaires jamais réalisés dans toute l'histoire de l'Amérique centrale; à la mi-1985, 35 941 soldats américains et 11 200 Honduriens y avaient participé. L'aide militaire américaine a été multipliée par vingt entre 1980 et 1984, passant de 3,9 à 78,5 millions de dollars. Ce montant n'inclut pas le coût des manoeuvres militaires ni celui de l'expansion de l'infrastructure militaire nationale, qui comprend l'allongement de pistes d'atterrissage, l'aménagement de nouvelles routes le long des frontières avec le Nicaragua et le Salvador, l'installation de six nouvelles bases de radars, la construction de nouvelles structures portuaires à Puerto Castilla sur la côte de l'Atlantique, l'ouverture d'un Centre régional d'entraînement militaire (CREM) pour la formation des soldats salvadoriens par les Bérêts verts américains, ainsi que l'agrandissement de bases militaires existantes et la construction de nouvelles bases dans tout le pays. Le coût de cette infrastructure est estimé à plus de 200 millions de dollars. La